



Le 23 juillet 2009

Licenciements et externalisations : les 2 obsessions de la nouvelle direction !

Ce jeudi 23 juillet, la direction a annoncé au CCE son plan baptisé « Economies - Refondation - Elan » ! On croit rêver ! Ce plan devrait s'appeler « Gâchis - Destruction - Régression » !

Il faut du culot pour parler « d'élan », à part celui vers la sortie. Les annonces se traduisent par 850 nouvelles suppressions d'emplois en France auxquelles s'ajoutent 150 externalisations de R&D (E10/MGC10 et NGN Mobile), ainsi que la fin des prestataires en régie :

- 728 suppressions + 150 externalisations chez ALF (voir tableau par site)
- 72 suppressions chez ALE - fermeture programmée du site de Sophia Antipolis (32 salariés)
- 53 suppressions chez RFS

Les raisons invoquées pour ce nouveau plan sont de réduire les coûts et d'aligner le niveau de SG&A (frais généraux, commerciaux) sur nos concurrents mais aussi arrêter la production industrielle en France et économiser en R&D. Nous n'avons pas eu d'informations sur des plans de suppressions d'emplois dans d'autres pays. Les salariés français paient le prix de l'incompétence de la Direction du Groupe.

Si tous les établissements sont touchés en France, c'est l'établissement de Eu qui verrait ses effectifs baisser de 40% (200 suppressions sur 510 postes !). Exit la production de masse au profit des centres industriels à bas coûts d'ALCATEL-SHANGHAI BELL ! La vocation de Eu serait de devenir le centre européen d'industrialisation et de prototypage. Les salariés doivent se mobiliser derrière les organisations syndicales car l'avenir de ce site est fortement menacé !

Quant aux projets d'externalisation (IS/IT Alcanet, paie, produits matures E10/MGC10), ils voient les équipes NGN Mobile désormais concernés (Lannion et Orvault-Rennes). Les décisions seront annoncées à la rentrée.

La direction générale du groupe ne trouve pas de solution pour redresser le groupe: elle enchaîne les plans successifs de suppressions d'emplois et d'externalisations sans provoquer le redressement économique de l'entreprise !

La méthode Camus / Verwaayen, la dégradation du dialogue social à tous les niveaux doivent inciter les salariés à se mobiliser pour éviter le démantèlement du groupe et pour favoriser son ancrage en France.

Les organisations syndicales vont en appeler à de nouvelles mobilisations.

Elles vont aussi demander aux pouvoirs publics à tous les niveaux, en particulier aux Ministères de l'Industrie et du Travail si la filière Télécoms en France les intéresse encore un peu. Pour la sécurité et le développement de nos réseaux d'une part, des technologies et des compétences à préserver en France d'autre part.

Suppression d'effectifs ALF (Alcatel-Lucent France) (728+150)

		Vélizy	Villarc eaux	Ormes	Lannion	Orvault	Eu	Total
Wireless	R&D	2						2
	Fct support	26	9					35
Carrier central	Fct centrales/CTO		25					25
	Total CPG	28	34					62
ASG	R&D		26		5	40		71
	Fct support	2	17		3	12		34
	Total ASG	2	43		8	52		105
Total Produc Groups		30	77		8	52		167
Région	QACC /PM/order mgt	89	18	30	23			160
	CUs/GAMs	60	4		3	2		69
	Fct support	34	26	7	13	3		83
Total Région		183	48	37	39	5		312
Opérations	Supply chain	2	3	11	2	3		21
	Fct support	26	1	1				28
Total opérations		28	4	12	2	3		49
Industriel							200	200
TOTAL ALF		241	129	49	49	60	200	728
Co-sourcing (externalisation)					99	51		150
Suppressions totales		241	129	49	148	111	200	878

Suppression d'effectifs ALE (Alcatel-Lucent Entreprise) (72)

- Colombes (29)
- Ilkirch (10)
- Brest (1)
- site de Sophia Antipolis fermeture (32)

Suppression d'effectifs RFS (Radio Frequency Systems) (53)

- Lannion (53)
- Trignac
- Colombes

Effectifs à CFAL (siège social)

Nous n'avons eu aucune information concernant le siège. La direction a rappelé sa volonté de transférer une partie des services corporate sur Vélizy et de conserver le siège dans Paris ou en très proche banlieue.